

lot » pour présenter de telle sorte nos opinions. Mais ne faut-il pas, à tout prix, nous présenter comme des droitiers et faire eau de toute chose ?

Notre critique du système des cellules nous porte à le juger vicié de fédéralisme. Les centristes, à leur tour, essayent de le contester en donnant une définition à leur façon du fédéralisme. D'après eux, pour définir comme fédéraliste une organisation, il suffit que les organisations de base votent non pas d'après le nombre d'adhérents, mais chacune par une voix de poids égal. Or, le développement logique du système des cellules nous portera certainement à cela, parce que les problèmes seront discutés dans des réunions de cellules et ces dernières devront voter au milieu de fortes difficultés. Mais le caractère distinctif du fédéralisme est autre : chaque individu adhérent n'est pas relié directement au centre comme tout autre, mais dépend d'un organisme ayant une particulière nature et unité. L'ensemble de ces organismes de premier degré est la base de la structure supérieure. Au même moment, l'appartenance à ces organismes classe et distingue les adhérents de l'organisme général. Dans ce sens, sont fédéralistes, le Labour Party et les syndicats ; non certainement parce qu'ils reposent sur la base des cellules, mais parce qu'ils sont des associations d'associations ayant un caractère distinctif : la profession des adhérents ou autre chose. On a fait, dans l'Internationale, une campagne très vive contre le parti norvégien qui acceptait les adhésions d'associations économiques et syndicales et non de membres individuels en soutenant au 5^e Congrès, que ce type fédératif d'organisation est contre-révolutionnaire. Or, il y a une analogie entre cette structure et celle des cellules. Cela est prouvé entre autre par le langage imprudent de nos centristes : le type du parti norvégien, en effet, correspondrait très bien avec leur sottise tirée à propos d'intellectuels dans les assemblées de travailleurs.

Nous affirmons que l'ouvrier, dans la cellule, ne sera porté à discuter que des questions particulières et à caractère économique intéressant les travailleurs de l'usine donnée. L'intellectuel interviendra toujours et si ce n'est plus avec la force de son éloquence, c'est par le monopole de l'autorité de la Centrale du parti, pour trancher chacune et toutes les questions : la politique du parti finissant par être confiée au corps des fonctionnaires, caractéristique exquise d'organismes fédéralistes et opportunistes. L'Internationale a dû intervenir récemment dans le parti allemand pour éviter que l'on donne statutairement des pouvoirs politiques aux conférences de fonctionnaires non élus par la base : cela, on pourra l'éviter formellement, mais, par la soi-disant bolchevisation, ces choses menacent de se vérifier dans les faits.

En conclusion, il faut rétablir une thèse fondamentale marxiste, selon laquelle le caractère révolutionnaire du parti est déterminé par des rapports de forces sociales et par des processus politiques et non par la forme, par le type d'organisation. L'erreur contraire est celle du syndicalisme et des multiples semi-syndicalistes pullulant partout et dont la doctrine des « ordinovistes » (2), est un essai spécial. A l'origine, ceux-ci avaient trouvé la formule magique d'organisation : conseils d'usines, et ils réduisaient le tout à ceci : parti prolétarien, révolution économique, Etat ouvrier. Dans toutes ces manifestations, il y a une survivance antimarxiste et antiléviniste de l'utopisme, dans la mesure où celle-ci consiste à aborder les problèmes non pas sur la base d'une analyse des forces historiques réelles, mais par l'établissement d'une magnifique constitution, d'un plan d'organisation ou d'un règlement. La position idéologique erronée quant au problème des fractions, à laquelle nous assistons, part d'une même origine et conduit à codifier la prohibition ou l'étranglement « des fractions ».

(2) « Ordinovistes », de « Ordine Nuovo », organe d'un cercle d'intellectuels adhérent au P. C. I., dirigés par Gramsci. Avant la fondation du Parti Communiste, cet organe, qui repoussait la proposition de la fraction abstentionniste pour la création du Parti Communiste, proposait les Conseils d'Usines comme forme fondamentale d'organisation de la classe prolétarienne.

Les organismes prolétariens agissent révolutionnairement sur les situations par des chemins qui ne peuvent pas être contenus dans des dispositions d'encadrement organisatoire, dans la recette : syndicats, coopératives, conseils d'usines, gildes, cellules, comité d'ouvriers et paysans, etc... Ce ne sont que des formes et nous devons nous occuper du contenu des intérêts sociaux qui sont en jeu, des forces en lutte, de la direction où se vérifie le mouvement.

Le parti communiste se distingue de tout autre parti, ou association, par la classe dont il résulte et par le programme de sa lutte et la méthode de sa tactique, non pas par le type formel de son organisation. Une organisation du parti solide et organisée, ainsi que nous la voulons, se formera seulement non par des procédés artificiels, mais par une plus grande correspondance entre les principes et la tactique et par une politique nettement originale : en cela réside l'originalité de la classe révolutionnaire.

Aujourd'hui, par contre, on tend à fabriquer une organisation *sui generis* et en même temps à singer la méthodologie bourgeoise.

Surgissant de cette réaction contre l'erreur utopique et syndicaliste, nous avons voulu établir la thèse qu'il est faux de poser la distinction entre parti communiste et parti social-démocrate dans la différence entre organisation à base de cellules et organisation à base territoriale. Et cela est d'autant plus vrai que, comme nous l'avons vu, la différence n'est qu'apparente et donne lieu à une similitude justement pour ce qui est de l'affaiblissement du centralisme, au moment même où l'on voudrait prouver que l'on reste fidèle à ce centralisme. Cela aussi rappelle les organisations social-démocrates : selon la critique qu'en a donnée l'Internationale Communiste : en elle, le fédéralisme s'accompagne avec la pire dictature des bureaucrates.

Amadéo BORDIGA.

(« Unità », Septembre 1925).

Parler de liberté et d'égalité tant que les classes ne seront pas abolies, c'est se duper soi-même ou duper les ouvriers, ainsi que tous les travailleurs et tous ceux qu'exploite le capital ; c'est, en définitive, défendre les intérêts de la bourgeoisie. Tant que les classes ne sont pas abolies, à chaque discussion sur la liberté et l'égalité, il faudrait tout au moins se poser les questions : la liberté, mais pour quelle classe, et pour en faire quel usage ? L'égalité, de quelle classe et avec quelle classe. Et, sous quel rapport exactement ? Eviter directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment ces questions, c'est fatalement défendre les intérêts de la bourgeoisie, les intérêts du capital, les intérêts des exploités. Le mot d'ordre de liberté et d'égalité, lorsqu'on garde le silence sur ces questions, sur la propriété individuelle des moyens de production, est un mensonge et une hypocrisie de la société bourgeoise qui, par une reconnaissance purement extérieure de la liberté et de l'égalité, masque en fait la servitude et l'inégalité économiques des ouvriers, de tous les travailleurs, de tous ceux qu'exploite le capital, c'est-à-dire de l'immense majorité de la population dans tous les pays capitalistes.

LENINE.